



Après les municipales, poursuivre la démarche citoyenne

La liste « Un Havre Citoyen » conduite par Jean-Paul Lecoq a obtenu l'assentiment de 17604 électeurs et électrices du Havre, soit 41,2% des suffrages exprimés. C'est déjà un succès considérable : la gauche n'avait pas pu être présente au second tour en 2014.

Certes, cela ne suffit pas pour accéder à la mairie, et rendre le pouvoir aux citoyens, ce qui était notre but premier. Cela aura au moins permis d'évincer, nous l'espérons durablement, l'extrême-droite du conseil municipal, et d'obtenir 12 élu-e-s qui seront au service de tous et toutes.

La démarche, qui a dès le début mélangé citoyens et 6 organisations politiques, dont Ensemble !, est inédite sur la ville, et a pleinement répondu à nos souhaits : l'implication de plus en plus forte des citoyens dans la vie politique, non pas dirigés par des partis mais soutenus par eux, va dans le sens de l'Histoire.

Cette démarche aurait pu être encore plus aboutie si les états-majors d'EELV et du PS n'avaient pas choisi de faire cavaliers seuls, n'avaient visé ni l'union ni la victoire au 1^{er} tour, ni le concours au rassemblement citoyen. Ils n'ont eu comme seule vision celle de la calculatrice du nombre de places. On sait ce qui est advenu de leurs espoirs.

Fallait-il fusionner ?

La presse locale a donné une large audience aux réactions de la liste EELV-PS, qui tentent de faire croire que le fait de ne pas leur avoir fait de place au deuxième tour dans la liste « Un Havre citoyen » est à l'origine de sa défaite au second tour face à Edouard Philippe.

La question de la fusion se pose essentiellement quand deux listes toujours en lice au 2^{ème} tour risquent de se partager les voix. Ce n'était pas le cas !

Revenons-en à la réalité des chiffres : la différence entre Un Havre citoyen et la liste d'Edouard Philippe est de 7555 voix ; le score d'EELV-PS en totalise 3382. Ce score ne mettait pas EELV-PS en mesure de faire pencher la balance et le prétendre relève de la malhonnêteté intellectuelle.

Ce d'autant plus que les électeurs de la liste EELV-PS ne sont pas tous de gauche, loin s'en faut. Le sondage rendu public lors de l'entre-deux tour indiquait que 46% de leurs électeurs s'apprêtaient à voter au 2nd tour la liste Edouard Philippe. Chiffres vraisemblables quand on sait que les meilleurs résultats EELV-PS ont été obtenus dans les bureaux les plus favorables à Edouard Philippe.

Par ailleurs, le vote blanc enregistre 693 voix supplémentaires par rapport au 1^{er} tour (pour plus de 104 000 inscrits). Rien de significatif donc. Ils peuvent provenir des électeurs « déçus » après le 1^{er} tour de tous bords, dont ceux d'EELV-PS ne représentent que 40%...

Par ailleurs, Un Havre citoyen gagne entre les deux tours quasiment 3000 voix (2958 si on veut être précis). Soit davantage que le nombre de votants supplémentaires lié à la meilleure

participation au 2nd tour. C'est dire qu'il a rallié les suffrages qui s'étaient exprimés au 1^{er} en faveur d'autres listes.

Ensemble ! s'est positionné, au sein du collectif de campagne, contre une fusion, car nous considérons, comme beaucoup, que le travail permettant le rassemblement avait été fait au moment du premier tour. N'oublions pas qu'avant juin 2019 et les élections européennes, PS et EELV étaient autour de la table, partie prenante de la démarche, et que suite aux résultats des verts aux élections européennes, ils ont orchestré la division par ambition personnelle, au détriment de l'intérêt commun.

Comment espérer fusionner au second tour dans de bonnes conditions après cela ? Le faire aurait été de la politique à l'ancienne, considérant comme négligeable la confiance qui doit régner et qui aurait été mal placée de notre part, au vu des attaques ultérieures subies par notre liste et Jean-Paul Lecoq lui-même. Attaques assassines entre les deux tours, odieuses après le second.

La raison essentielle de la défaite

Commençons par rappeler – nous l'avons déjà dit plus haut - que notre liste, même si notre défaite n'est pas discutable, a quand même permis d'éradiquer le RN du conseil municipal. Ce n'est pas une petite victoire !

Quant à la raison principale de la défaite, il faut évidemment la rechercher dans l'abstention des quartiers populaires. Pourtant, la participation a été plus forte au second tour qu'au premier, et même plus forte qu'au niveau national. Mais il suffit de l'analyser bureau par bureau, en la superposant aux résultats d'Edouard Philippe pour s'apercevoir que la quasi-totalité de l'augmentation de participation s'est faite dans les bureaux de centre-ville ou de « la côte » (Claude Monet) dans lesquels le candidat de droite totalise jusqu'à 70% des suffrages. La participation a été identique, voire plus faible dans les quartiers populaires. C'est un des enseignements que nous tirons de cette élection : nous n'avons pas su amener aux urnes de nouveaux électeurs de ces quartiers. Nous n'avons pas mesuré l'ampleur de « l'abstention structurelle », c'est-à-dire constituée de gens qui ne sont même plus inscrits sur les listes.

Poursuivre la démarche citoyenne, car c'est le sens de l'Histoire

Pour autant, le cocktail citoyens/politiques doit perdurer ! Il serait regrettable de retomber, une fois le scrutin passé, dans des calculs sordides entre partis pour les prochaines échéances électorales.

Les différentes éruptions citoyennes que nous avons pu voir depuis 2 ans dans notre pays, et en Europe, montrent que les partis ne peuvent plus prétendre diriger seuls les affaires politiques ! L'aspiration populaire à investir la politique, au sens premier du terme (l'exercice du pouvoir dans une société organisée), est forte. Là encore, cette aspiration n'est pas homogène : elle peut aller de la simple demande « écoutez ce que j'ai à dire, et prenez-le en compte », ce qui n'est déjà pas le cas aujourd'hui, à la volonté de remplacer le pouvoir en place. Quoi qu'il en soit, les citoyen-ne-s doivent être remis au centre du jeu politique, et les partis politiques – de par leur histoire garants de la mémoire politique - en soutien.

C'est cette démarche qui a été mise en œuvre dans le collectif « Un Havre Citoyen » et qui a abouti à l'élaboration du programme et à la constitution de la liste. Dans le cadre d'une

campagne électorale d'une durée limitée et contrainte, nous pouvons considérer que le mieux a été fait.

Comment continuer ?

Le collectif UHC a décidé de perdurer, de retourner auprès des citoyen-ne-s dans les quartiers, en collaboration avec les élu-e-s de la liste.

Il est possible, aux élections départementales, voire régionales, de poursuivre cette démarche, qui a par ailleurs été menée dans d'autres villes du département et de la région. C'est dès maintenant qu'il faut y penser. Ce sera redonner du sens à ces scrutins dont pour l'instant de trop nombreux citoyens se détournent.

Ce sera aussi montrer que la division et le désaveu de la politique qu'elle entraîne ne sont pas des fatalités. Le rassemblement le plus large des organisations se réclamant de l'anti-libéralisme est nécessaire pour espérer mettre un terme à des décennies de politiques anti-sociales. Mais il ne sera pas suffisant : la participation active de citoyens et citoyennes non engagé-e-s dans des partis est indispensable pour surmonter les découragements, montrer qu'il est possible de faire de la politique qui ne soit pas politicienne. A Ensemble !, nous y travaillons sans relâche, car c'est notre ADN.

Partie prenante de la campagne « Un Havre Citoyen » depuis le début, et présent-e-s en nombre dans tous les ateliers et structures d'animation de la campagne, nous remercions Jean-Paul Lecoq, dont la personnalité, le dynamisme et l'ouverture d'esprit ont permis qu'une expérience inédite soit mise en œuvre au Havre. Elle portera ses fruits.

Nous remercions les électeurs et électrices qui ont permis l'élection de 12 colistier-e-s de la liste, dont Annie Chicot, membre d'Ensemble !